

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES
PARTICULIERES**

Organisme consultant :

UGECAM DE NORMANDIE

Actipôle des Chartreux – BP 153

67 boulevard Charles de Gaulle

76143 LE PETIT QUEVILLY

MAPA n°2025-08
Remplacement complet du système d'appel malade
au CSMR « Le Parc » à Bagnoles de l'Orne (61)

Le présent Cahier des Clauses Administratives Et Techniques Particulières, établi en application de l'Article L2123-1-1° et R.2123-1 à R.2123-5 Code de la commande publique

Le présent CCATP comporte 17 pages, numérotées de 1 à 17.

CLAUSES ADMINISTRATIVES

Article 1. - ACHETEUR

Le Pouvoir Adjudicateur : UGECAM Siège

Adresse :

UGECAM NORMANDIE SIEGE
Actipôle de Chartreux – BP 153
67 boulevard Charles de Gaulle
76143 Le Petit Quevilly

Etablissement :

CSMR LE PARC
32, Avenue du Dr Joly
61140 BAGNOLES DE L'ORNE

Article 2. – PERSONNES A CONTACTER

Adresse auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus :

Toutes les questions seront posées via la plateforme de dématérialisation : PLACE

Article 3. – OBJET DE LA CONSULTATION

3.1. - Objet du marché

La consultation porte sur la prestation suivante : Remplacement complet du système d'appel malade au CSMR "Le Parc" à Bagnoles de l'Orne (61).

A titre indicatif, les prestations seront exécutées à partir de la date de notification, prévue courant Décembre 2025.

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée prévues aux articles L2123-1-1° et R.2123-1 à R.2123-5 du code de la commande publique

3.2. - Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

Article 4. – OBJECTIFS

L'objectif de la prestation est de fournir à l'établissement la sécurité et la fiabilité du bon fonctionnement du système d'appel malade. Elle doit permettre aux patients de pouvoir alerter un professionnel de santé de manière efficace et immédiate en cas de besoin.

Article 5. – DISPOSITIONS GENERALES

5.1. - Décomposition du marché

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

5.2. - Durée du marché - délais d'exécution

Le début du marché est prévu à la date de notification, avec une réception des travaux avant le 30 Avril 2026.

5.3. - Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de **120** jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

5.4. – Parties contractantes

Les parties contractantes sont d'une part :

- L'UGECAM de Normandie, sise au 67, Boulevard Charles de Gaulle – Actipôle des Chartreux – BP 153 – 76143 LE PETIT QUEVILLY

désignée dans le présent CCATP par l'expression « **L'Organisme** », représentée par son Directeur Général en exercice, Monsieur Julien BORDRON,

d'autre part :

- L'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent CCATP par l'expression « **Le Titulaire** »

Le Pouvoir Adjudicateur de l'Organisme est Monsieur Le Directeur Général de l'UGECAM de Normandie, Monsieur Julien BORDRON.

Le Comptable Assignataire de l'Organisme est Monsieur le Directeur Comptable et Financier de l'UGECAM de Normandie, Monsieur Sébastien CABON.

Article 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, elles prévalent les unes sur les autres en fonction de leur ordre et ce, en cas de contradiction entre elles :

6.1 - Pièces particulières

- l'Acte d'Engagement (AE) accepté par le Pouvoir Adjudicateur du marché dont l'exemplaire conservé par l'UGECAM fait seul foi paraphé en bas de chaque page et signé en dernière page.

- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) paraphé en bas de chaque page et signé en dernière page.
- la fiche client.
- Le Cadre de Mémoire Technique.

6.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, soit Novembre 2025 :

- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général,
- Le Code de la Commande publique issu du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.
- CCAG-travaux 2021 issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (JO du 01 avril 2021)

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier mais le soumissionnaire est censé en avoir connaissance.

Article 7 - Jugement des offres

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres reçues dans les délais fixés en page de garde.

Les critères sont les suivants, par ordre de priorité :

- 1^{er} critère : les caractéristiques techniques notées sur la base au vu du mémoire technique remis et des renseignements complémentaires fournis, en particulier sur l'organisation proposée pour assurer le fonctionnement du système pendant les travaux ainsi que sur les propositions de réutilisation d'éléments/matériels fonctionnels du système actuel pour **50%**
- 2^{ème} critère : le prix des prestations pour **40 %**
- 3^{ème} critère : le délai de mise en œuvre du projet pour **10%**

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur le devis fourni en pièce jointe, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Conformément à L. 2152-5 du code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans la procédure, soit rejetée par décision motivée.

Article 8 – Modalités de négociation

Conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016, le Pouvoir Adjudicateur peut négocier avec les trois premiers candidats arrivés en tête du classement à l'issue de la première analyse selon les critères de jugement des offres définis à l'article 7 du présent règlement.

Tous les éléments de l'offre peuvent faire l'objet d'une négociation, notamment le prix, dans le respect des principes d'égalité des candidats et de transparence des procédures.

La négociation peut être engagée par courrier électronique ou à l'occasion d'un entretien avec les candidats, au choix du Pouvoir Adjudicateur. L'attention des candidats est donc attirée sur la nécessité de communiquer une adresse électronique valide.

De plus, s'il s'avère qu'une offre déposée par un candidat apparaît incomplète, irrégulière ou inacceptable, le Pouvoir Adjudicateur peut demander à ce dernier de régulariser les éléments de son offre, et ce dans un délai fixé, permettant à l'ensemble des candidats de modifier ou de compléter éventuellement leur offre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée pendant la négociation à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également la possibilité d'attribuer les différents marchés sur la base des offres initiales, sans négociation.

Article 9 – Prix et règlement

9.1 - Les prix

Le marché est traité à prix fermes selon les règles de l'art et dans les délais prescrits.

Les prix proposés dans l'Acte d'Engagement sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur au dernier jour du mois précédant celui fixé pour la remise des offres, soit Octobre 2025.

Le candidat est tenu de remplir l'Acte d'Engagement intégrant le cadre de décomposition forfaitaire qui servira à la facturation.

Les prix unitaires détaillés, figurant sur le devis, serviront de base pour toute prestation supplémentaire non prévue initialement au marché.

9.2 - Droit à paiement – Fiscalité et nantissement

- *Délai de constatation du droit à paiement*

Conformément à l'art 3 de l'ordonnance du n°2014-697 du 26 juin 2014, les factures doivent être remises OBLIGATOIREMENT sous forme dématérialisées/ électroniques via la plateforme « Chorus Pro » et établies en-tête du titulaire et comporter, outre les mentions sociales d'usage, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'établissement UGECAM de Normandie : Siret 424 037 919 00158
- Le numéro du marché
- Le numéro de commande
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer,
- La première page de la facture est un relevé de l'ensemble des prestations réalisées dans le mois échu
- Le montant HT des prestations exécutées
- Le montant TTC des prestations exécutées,
- La date d'émission de la facture.
- Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique

La facturation devra être établie après la réception définitive des travaux.

Le paiement sera effectué par le Directeur Comptable et Financier de l'UGECAM de Normandie après mandatement par le Directeur Général de l'UGECAM de Normandie.

Conformément à l'article 4, § 3 de la directive 2011/7/UE et à l'article L.2192-10 du code de la commande publique, le directeur de l'UGECAM de Normandie procédera au paiement des sommes dues dans un délai qui ne peut dépasser 30 jours.

En cas de paiement tardif, le titulaire a droit à des intérêts moratoires.

Le montant des intérêts moratoires équivaut au taux de l'intérêt légal applicable majoré de deux points.

Seules les factures reçues via Chorus, seront recevables et donneront lieu à un paiement.

- **Fiscalité**

Le Titulaire devra, sous peine de résiliation de plein droit du marché, avoir satisfait à l'ensemble des obligations prévues par l'article 31 de la loi du 10 Avril 1954 modifié.

- **Nantissement**

En vue du régime de nantissement, est désigné comme Comptable assignataire Monsieur le Directeur Comptable et Financier de l'UGECAM de Normandie.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus au Code des Marchés Publics est Monsieur le Directeur Général de l'UGECAM de Normandie.

Article 10 – Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, uniquement si la déclaration de celui-ci est réalisée en même temps que le dépôt de l'offre. **Une sous-traitance et les conditions de paiement de celle-ci sont soumises à l'acceptation du Pouvoir Adjudicateur du marché.**

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au Pouvoir Adjudicateur du marché, avec l'offre, une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- c) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque sous-traité : sont précisés notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités
- d) Lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct (au-dessus de 800 € HT sous-traités), le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement des sommes.

La demande de sous-traitance étant présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement (au-dessus de 800 € HT sous-traité) le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet, ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans tous les cas, **le Titulaire Principal demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'UGECAM de Normandie des prestations sous-traitées.**

Article 11 – Délai d'exécution – pénalités – Contrôles et réceptions des travaux Délai de garantie

11.1 - Délais d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les délais ci-dessous, à compter de la notification du marché, et devront être réceptionnés pour le 30 Avril 2026.

11.2 - Pénalités

Le Titulaire encourt, en cas de retard de réception des travaux, tel qu'il est indiqué dans l'Acte d'Engagement, sans mise en demeure préalable, les pénalités appliquées seront à hauteur de 200 € TTC par jour de retard sans plafonnement.

11.3 - Cas de force majeure

Le Titulaire du marché sera déchargé de son obligation de réaliser la prestation à la date prévue s'il a été mis dans l'impossibilité absolue d'exécuter cette obligation à ladite date, par un événement constituant un cas de force majeure.

Pour l'application de cette clause, ne pourront être considérés comme constituant un cas de force majeure, que les événements répondant simultanément à toutes les conditions ci-après :

- a) Ce ou ces événements doivent être imprévisibles, c'est-à-dire totalement indépendants du prestataire
- b) Le Titulaire du marché ne doit avoir aucun moyen d'éviter leurs effets ou de pallier leurs conséquences
- c) A la suite de ces événements, le Titulaire du marché s'est trouvé dans l'impossibilité absolue de livrer à la date prévue.

Le Titulaire du marché ne pourra invoquer les retards de ses propres fournisseurs ou sous-traitants que lorsque la cause de ces retards pourra être considérée comme un cas de force majeure.

En cas de survenance d'un cas de force majeure tel que défini ci-dessus, le Titulaire du marché devra en informer l'UGECAM de Normandie sans délai, par écrit, mais au plus tard dans les huit jours suivant la survenance de cet événement sous peine de déchéance.

Il devra faire connaître les moyens qu'il compte mettre en œuvre afin de limiter les effets de cet événement.

Après accord de l'UGECAM de Normandie, le délai d'exécution sera prolongé d'une durée au plus égale à la durée de l'événement relevant de la force majeure.

11.4 - Contrôles et réception des travaux

Les stipulations du CCAG travaux sont applicables.

11.5 - Contrôles et réception des travaux

Les stipulations du CCAG travaux sont applicables.

Article 12 – Assurances

12-1 Etendue de la responsabilité du titulaire

Le titulaire est seul responsable de la gestion financière, de l'approvisionnement et de livraison du matériel, notamment vis-à-vis de ses fournisseurs et du personnel qu'il emploie.

Le titulaire est tenu de garantir la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir en raison des dommages causés aux tiers en vertu de l'article 1242 du code civil, que ces dommages soient causés :

- Par le personnel salarié de l'entreprise ou toute personne sous la responsabilité de celle-ci dans l'activité nécessitée par l'exécution du contrat, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes,
- Par le matériel ou les produits utilisés
- Du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité du titulaire
- Le titulaire sera responsable de tous les dommages directs ou indirects dus à une fausse manœuvre, négligence ou mauvais entretien dans l'emploi des équipements, matériels ou installations situées au sein du restaurant.

12-2 Assurance du titulaire

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés.

Le Titulaire doit maintenir la couverture d'assurance pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'Organisme par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Un exemplaire du contrat d'assurance sera transmis et ce, dans un délai maximal de 10 jours francs après la signature de l'acte d'engagement.

Le titulaire du marché est également tenu de présenter au début de chaque année de prestation une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours, avec à l'appui un extrait de la police d'assurance couvrant l'étendue de la responsabilité du titulaire telle que définie au paragraphe précédent. En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le Titulaire sera dans l'obligation d'avertir immédiatement l'organisme en cas de résiliation ou modification substantielle du contrat d'assurance.

Article 13 – Résiliation

Le présent marché pourra être résilié par le Pouvoir Adjudicateur dans toutes les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-TRAVAUX aux articles 49 à 54 et aux articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique.

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du Code de la commande publique s'appliquent.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation, par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En outre, le marché pourra être résilié par l'Organisme sur constat d'un manquement à l'une des obligations suivantes :

- d'infraction grave du Titulaire à l'une des stipulations du marché et des présentes conditions, si l'infraction n'est pas réparée dans un délai de 30 jours après la notification écrite d'un rappel de l'UGECAM de Normandie.
- d'une sous-traitance partielle ou totale du marché sans l'autorisation écrite de l'UGECAM de Normandie et l'acceptation expresse du sous-traitant.
- En cas de non-exécution du marché par le Titulaire

Le manquement caractérisé constaté par l'Organisme sera notifié au Titulaire par télécopie confirmée par lettre recommandée avec accusé de réception et pourra donner lieu à la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire.

Aucune indemnité ne pourra être réclamée à ce titre.

La résiliation est notifiée par l'UGECAM de Normandie au Titulaire du marché par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'UGECAM de Normandie a la faculté de se procurer, aux frais du Titulaire défaillant, tout ou partie des articles livrés ou rebutés.

Article 14 – Différends et Recours

Les différends et les recours se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG-TRAVAUX :

I. RECOURS

9.1. Recours amiables

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics de Nantes - CCIRA de Nantes DREETS DES PAYS DE LA LOIRE Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso - BP 24209 44042 NANTES Cedex 1.

8.2. Recours contentieux

Le tribunal compétent en la matière est le suivant :

Tribunal Judiciaire de Rouen – Palais de Justice

34 rue aux Juifs

76000 Rouen

tj-rouen@justice.fr

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.

Article 15 – Contexte

Le CSMR LE PARC, établissement sanitaire de l'UGECAM de Normandie, est un SMR spécialisé, ESPIC de 125 lits en hospitalisation complète. L'établissement est ouvert 7J/7, 365 jours/an.

Le système d'appel malade est obsolète et doit être remplacé dans son intégralité, afin d'assurer une sécurité optimale pour les patients hospitalisés.

Le 2^{ème} et 4^{ème} étage de l'établissement disposent chacun de 18 chambres particulières et 2 chambres doubles. Ils seront inoccupés avec une prévision de travaux en 2026 pour le 4^{ème} étage. Le candidat devra néanmoins chiffrer en option le remplacement des matériels sur ces 2 étages. L'offre de base ne devra pas prendre en compte ces étages.

Article 16 – Connaissance des lieux

Le Titulaire fait son étude en parfaite connaissance des lieux, de l'état et des contraintes dues au bâtiment ou aux voies d'accès, de l'état et de la préparation des supports, des conditions d'approvisionnement, de stockage, d'évacuation, d'alimentation en électricité, etc ...

Une visite étant obligatoire et à programmer, aucune réclamation provenant d'éventuelles erreurs ou omissions dans les spécifications des offres ne sera prise en compte et le Titulaire ne peut prévaloir à aucune plus-value ni indemnité de tout ordre.

CLAUSES TECHNIQUES

Article 17 – Exécution des travaux

17.1 - Sécurité et hygiène du chantier

Le Titulaire devra établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) avant le démarrage des travaux.

Toutes les mesures de sécurité et de précautions sont prises afin de n'apporter aucun désordre aux ouvrages et locaux, ni aucune entrave à la protection des intervenants, des professionnels, des patients et des visiteurs.

Tous les intervenants doivent être équipés d'Equipements de Protection Individuels (EPI) adaptés.

Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collectives sont privilégiées et posées en début de chantier (protections des baies palières, balustrades, éclairages des accès, rampes, protections électriques, etc ...). Si lors des visites de chantier, une situation dangereuse est détectée, le chantier sera immédiatement arrêté et ne reprendra qu'à la suppression du danger. Le Titulaire supportera l'intégralité des coûts additionnels engendrés par l'arrêt du chantier ainsi que ceux nécessaires à la suppression des charges constatées, avant la reprise des travaux.

Il appartient au Titulaire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants

les consignes de sécurité et les fiches de contrôles qu'il juge utile de mettre en œuvre. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en matière de santé et sécurité au travail, notamment celles du Code du travail et du Code de la commande publique.

Les éventuels sous-traitants sont en mesure de lire, comprendre, appliquer et expliquer les consignes de sécurité. Le Titulaire reste seul responsable de la sécurité du chantier.

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier devront avoir une fiche de vérification à jour.

Le travail les dimanches et jours fériés est strictement interdit, le travail le samedi est soumis à l'accord spécifique de l'Organisme sous réserve d'un « travail à deux ».

17.2 - Organisation

Pendant toute la durée des travaux, le Titulaire doit détacher au chantier, un responsable qui aura une compétence et une qualification adaptée, capable de conduire, de surveiller et de superviser les travaux.

Le Titulaire présente, dès son offre, la méthodologie retenue pour réaliser les travaux décrits dans le présent CCATP dans un mémoire technique remis avec l'offre. Ce mémoire présente, entre autres, l'organisation mise en place et les moyens humains et matériels dédiés à ces travaux. Le responsable est présent à chaque réunion à l'initiative de l'Organisme dont l'organisation et la fréquence sont laissées à son initiative.

17.3 - Contrôle et essais

Le Titulaire avise l'Organisme de la date où il juge ses installations recevables. Cette notification est produite au moins deux semaines avant la fin des travaux.

Le Titulaire est alors tenu de lever les observations, d'enlever et de remplacer, à ses frais et dans des délais fixés, les matériels refusés pour obtenir les résultats contractuels.

17.4 - Essais et réception des ouvrages

Le Titulaire a la responsabilité de la protection des ouvrages jusqu'à la réception de ceux-ci. Aucune réclamation n'est prise en compte par l'Organisme et le Titulaire ne peut prévaloir à aucune plus-value ni indemnité de tous ordres provenant d'éventuelles dégradations du matériel pendant la phase de travaux et jusqu'à la réception des ouvrages.

Le Titulaire s'engage à prendre en charge, à intervenir sans délai et à mettre en œuvre toutes les investigations nécessaires dans le cas où un désordre serait constaté (travaux à réaliser conformément aux règles de l'art et aux exigences du cahier des charges). Il a 15 jours calendaires pour procéder à la levée des réserves émises par l'Organisme.

La réception sans réserve libère le Titulaire de ses obligations contractuelles tout en préservant les garanties de bon fonctionnement et décennale pour l'ensemble des ouvrages par lesquelles le titulaire est tenu de :

- Remédier, à ses frais et risques, à tous les désordres qui surviendraient ou seraient constatés à l'usage,
- Procéder à toutes interventions qui seraient reconnues nécessaires ou seulement utiles. L'organisme pourra si nécessaire, mandater un expert pour constater les désordres.

La réception des travaux pourra être prononcée avec ou sans réserves.

En cas de réception avec réserves, le Titulaire s'engage à lever toutes les observations dans un délai de 15 jours calendaires.

La réception définitive des travaux ne sera effective qu'après la levée complète de ces réserves.

Article 18 – Périmètre des travaux

18.1 - Description du système d'appel malade en place actuellement

Le système d'appel malade actuellement en place est un système Ackermann version V10.02 EM DZ + Disp99.

Le système actuel est un système de type câblage bus.

Les câbles bus sont raccordés sur les 3 centrales situées aux étages 1, 3 et -1 dans des placards électriques.

Inventaire du matériel :

- 1 centrale Ackermann,
- 3 AES 24V 16A,
- 6 Alimentations 2*12 VDC,
- 125 terminaux de porte répartis comme suit :
 - 105 Chambres simples, équipées d'une tirette salle de bain, 1 poire d'appel
 - 10 Chambres doubles, équipées d'une tirette salle de bain, 1 tirette WC, 2 poires d'appel.
- Modules d'affichage répartis comme suit :
 - 13 SDB/WC,
 - 10 OFFICES/SOINS
 - 15 SANITAIRES
- 145 hublots 3 feux

18.2 - Nature de la prestation

Les candidats devront proposer un matériel de remplacement à notre système en place et répondre aux normes et réglementations en vigueur applicables à ce type d'installation.

Le fonctionnement proposé devra être proche du fonctionnement actuel, à savoir :

- Les terminaux de chambre installés à l'entrée, devront être équipés à minima, de boutons poussoir d'appel soignant, de présence soignant, d'acquiescement, de phonie et d'un afficheur.
- Chaque lit doit être équipé d'une poire d'appel, 1 fonction, auto éjectable et magnétique. L'appareillage devra être encastré dans les bandeaux tête de lit.
- En journée, les unités de soins fonctionnent indépendamment. Les appels aboutissent dans les salles de soins respectives ou sur les terminaux (de l'unité) lorsque la présence soignant est activée.
- De nuit (21h15-6h45) une concentration modifie le fonctionnement, les appels sont gérés par étage.
- Appel d'urgence si présence soignant activée et activation de l'appel soignant

Le nouveau système devra permettre le réglage du niveau sonore de la sonnerie sur appel soignant, des terminaux et de la centrale.

Il conviendra d'intégrer à la proposition la phonie sur chacun des terminaux et modules d'affichages.

Le candidat devra également chiffrer en option un système anti-fugue sur les 6 étages des unités de soins.

Le candidat devra chiffrer en option l'installation correspondant aux 2^{ème} et 4^{ème} étages, au regard de l'activité et de la programmation de travaux courant 2026.

Le candidat devra réaliser une proposition de matériel spécifique pour les patients étant dans l'incapacité d'appuyer sur un bouton.

Un devis détaillé doit être fourni à l'offre du candidat, reprenant l'intégralité des différents éléments.

Un planning prévisionnel de travaux détaillé, qui devra intégrer les contraintes liées au fonctionnement en milieu occupé, aux horaires d'interventions souhaités doit être proposé. Il sera arrêté en commun accord avec le Responsable des services Hôtellerie et Logistique de l'établissement.

Les travaux seront réalisés en milieu occupé.

18.3 - Inspection et vérification de l'installation

Le Titulaire s'engage à fournir un autotest détaillé de la totalité de l'installation.

Les documents suivants devront être remis à la réception des travaux :

- DOE comprenant les plans d'installation, les schémas de câblage
- Le certificat de conformité de l'installation
- Le dossier technique détaillé de l'installation (fiches techniques, équipements, ...)
- Tout document nécessaire à la maintenance
- Une proposition de contrat de maintenance préventive chiffrée incluant une astreinte 7/7J détaillant les délais de réponses garantis, le contenu des actions de maintenance préventive et curative, conditions de remplacement des places et d'intervention hors contrat....

Article 19 – Secret professionnel et protection des données à caractère personnel

Les dispositions des articles 5.1, 5.2 et 5.4 du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

Le personnel du Titulaire est tenu au secret professionnel, qu'il s'agisse de renseignements administratifs, ou issus de l'organisation ou des moyens matériels développés dans le cadre du présent marché.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au présent contrat est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Les dispositions du cahier des charges relatives au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » ou « RGPD » complété de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite "loi informatique et libertés" modifiée, doivent être respectées.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50.3 du CCAG TRAVAUX.

Article 20 – Clause sociale et environnementale

Références dans les CCAG : art. 16.2 CCAG FCS ; art. 17.2 CCAG MI ; art. 16.2 CCAG PI ; art. 16.2 CCAG TIC ; art. 20.2 CCAG Travaux ; art. 18.2 CCAG MOE

« La législation sur les déchets a fixé les priorités de la politique déchets :

- ☐ Prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- ☐ Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique,
- ☐ Stockage uniquement des déchets ultimes en installation de stockage,

Ainsi que des objectifs forts pris en conformité avec ces priorités à savoir :

- ☐ atteindre un minimum de 70% de valorisation matière des déchets non dangereux du BTP à horizon 2020,
- ☐ stabilisation de la production de déchets du BTP en 2020 au niveau de 2010,
- ☐ réduction de la quantité de déchets non dangereux mis en décharge (- 30% à horizon 2020 et -50% à horizon 2025, par rapport à 2010.

L'attention des entreprises est attirée ici sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions de réduction de la production et de gestion des déchets indiquées dans les documents du dossier de consultation, prises en cohérence avec les priorités et objectifs cités ci-dessus, et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

Le candidat fournira son schéma de traitement des déchets liés au chantier.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficulté d'accès à l'emploi, notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes sans qualification ou toute autre catégorie identifiée par les dispositifs d'insertion locaux.

Le Titulaire devra mobiliser un volume minimal de 3% à 5% du temps de travail total nécessaire à la réalisation des prestations sous forme d'heures d'insertion, en collaboration avec des structures d'insertion agréées (entreprises d'insertion, associations, missions locales, etc.).

Le Titulaire s'engage à transmettre un rapport détaillant les actions menées en matière d'insertion sociale ainsi que les résultats obtenus (nombre d'heures réalisées, profil des personnes insérées, nature des tâches réalisées).

Le 03 Novembre 2025

Le Directeur Général,
Julien BORDRON